



Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville
Ministère de la santé et des sports
Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État

**Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques**
Sous-direction 'observation de la solidarité'
Bureau 'lutte contre l'exclusion'

Paris, le 8 septembre 2009
DREES-BLCE N°09-13

Bilan annuel 2008 du suivi des contrats d'insertion liés au RMI

Afin de suivre l'activité des départements en matière d'élaboration des contrats d'insertion du RMI (caractéristiques des contrats, caractéristiques des signataires, taux de signature), la DREES gère deux enquêtes périodiques auprès des conseils généraux : une enquête annuelle, sur les contrats en cours de validité au 31 décembre de chaque année, et une enquête trimestrielle, sur les contrats signés au cours de chaque trimestre. Cette note présente le bilan de l'exploitation des résultats sur l'année 2008.

80 départements sur 100, représentant 83 % des allocataires du RMI, ont renseigné au moins partiellement le questionnaire de l'enquête annuelle 2008, c'est-à-dire ont renseigné au moins la question sur le nombre de contrats d'insertion du RMI en cours de validité au 31 décembre 2008. Pour la majorité des autres questions, le taux de réponse est plus faible, généralement de l'ordre de 50 %.

1. Le taux de contrats d'insertion du RMI en cours de validité au 31 décembre 2008

Pour appréhender l'ampleur de la contractualisation dans les différents départements, deux approches sont envisagées ici à partir des données recueillies auprès des conseils généraux :

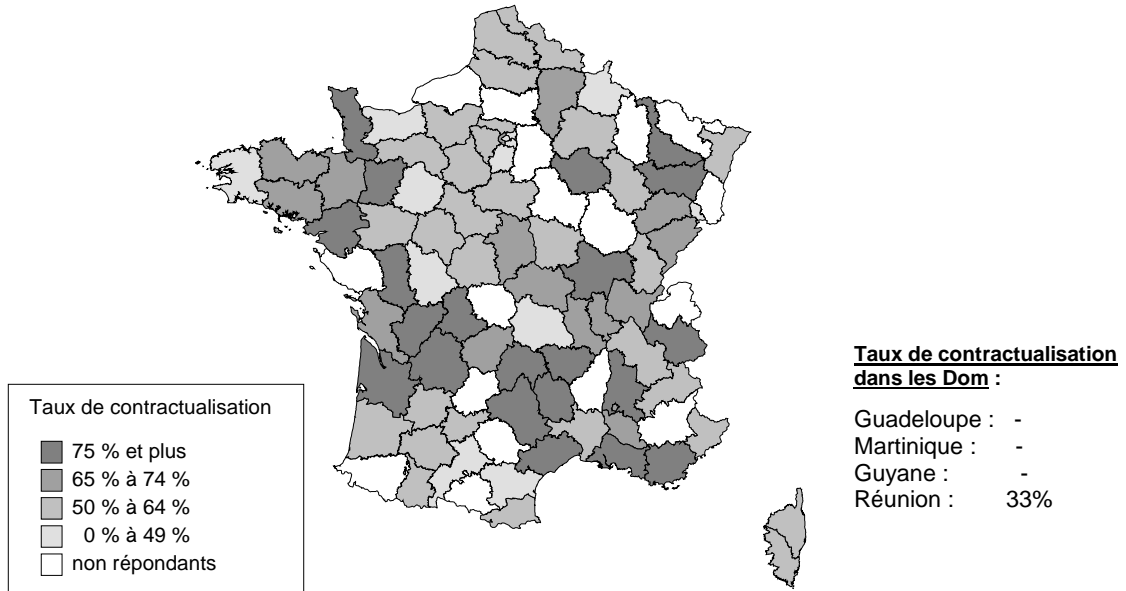
- **une première approche, brute**, rapportant le nombre de contrats d'insertion en cours de validité au nombre d'allocataires payés au titre du RMI ;
- **une seconde approche, dite standardisée** visant à corriger certains défauts de l'approche brute (compte tenu de la possibilité de signer plusieurs contrats au sein d'un même foyer) et à appréhender plus particulièrement les efforts de contractualisation pour les nouveaux entrants.

Le taux brut de contractualisation : 59 contrats d'insertion en cours de validité au 31 décembre 2008 pour 100 allocataires du RMI

Au 31 décembre 2008, sur le champ des 80 départements répondants, 563 000 contrats d'insertion étaient en cours de validité pour 950 000 allocataires du RMI, soit un taux brut de contractualisation de 59 % en moyenne. Ce taux était de 57 % en 2007 (*annexe 1*). Si l'on restreint le champ des allocataires à ceux inscrits depuis au moins 3 mois, compte tenu du délai autorisé par la loi pour l'élaboration des contrats, le taux de contractualisation apparaît un peu plus élevé, de l'ordre de 64 % en 2008 (62 % en 2007).

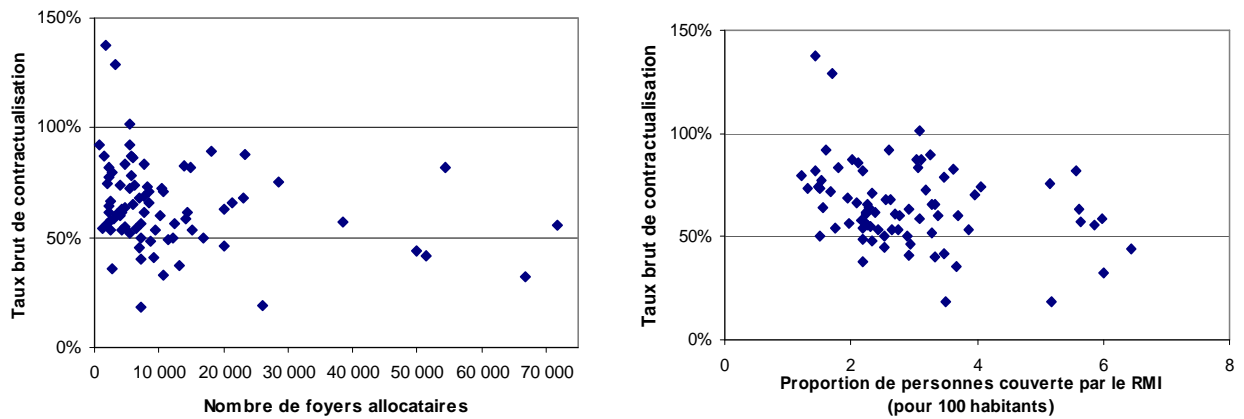
Le taux brut de contractualisation varie fortement d'un département à l'autre : environ un département sur six a un taux inférieur à 50 % alors qu'un département sur quatre a un taux supérieur à 75 % (carte 1).

Carte 1 : répartition du taux brut de contractualisation sur le territoire français



L'importance du taux de contractualisation semble peu liée au nombre d'allocataires dans le département ou à la proportion de la population couverte par le RMI (graphiques 1.a et 1.b).

Graphiques 1.a et 1.b : taux brut de contractualisation selon le nombre de foyers allocataires et selon la proportion de personnes couvertes par le RMI dans le département



Entre 2005 et 2008, le taux brut de contractualisation progresse régulièrement

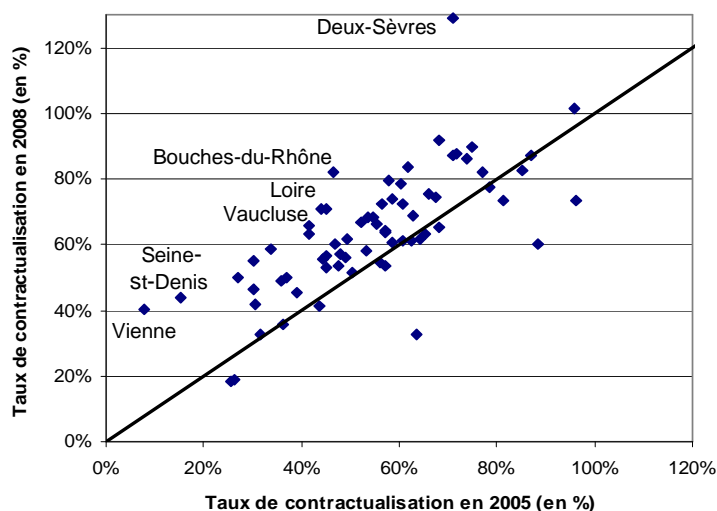
Entre 2005 et 2008, la majorité des départements ont augmenté leur taux de contractualisation : ce taux atteint 59 % en 2008 après 49 % en 2005. La progression conséquente du taux entre 2005 et 2007 (+4 points par an) ralentit cependant entre 2007 et 2008 (+2 points). On retrouve cette même progression si l'on raisonne à « champ constant », c'est-à-dire si l'on se restreint aux seuls départements ayant répondu sur les quatre années consécutives (*tableau 1*).

Tableau 1 : évolution du taux brut de contractualisation entre 2005 et 2008

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|------|------|------|------|
| Taux brut de contractualisation sur les répondants de chaque année | 49 % | 53 % | 57 % | 59 % |
| Taux brut de contractualisation sur champ constant : 2005-2006-2007-2008 | 49 % | 53 % | 57 % | 58 % |

Par ailleurs, entre 2005 et 2008, quelques départements se distinguent par une augmentation de leur taux plus conséquente que les autres départements (*graphique 2*) qui peut être expliquée par une politique de contractualisation renforcée au fil des ans.

Graphique 2 : comparaison des taux bruts de contractualisation entre 2005 et 2008 pour les 68 départements répondants



En 2008, pour quatre départements (l'Aube, la Haute-Loire, les Deux-Sèvres et la Haute-Vienne) le taux brut de contractualisation dépasse 100 % (*annexe 1*) : il y a davantage de contrats d'insertion en cours de validité au 31 décembre 2008 que de foyers allocataires payés au titre du RMI à cette même date. Cette situation s'explique, mais montre les limites de cet indicateur : tout d'abord, le taux brut de contractualisation ne tient pas compte au dénominateur des allocataires du RMI qui ne sont plus payés à ce titre et qui peuvent encore justifier d'un contrat d'insertion, compte tenu de la durée de validité de ce dernier. C'est le cas notamment des bénéficiaires de contrats aidés au titre du RMI - valant contrat d'insertion - qui sortent le plus souvent du paiement RMI ; ensuite, plusieurs contrats peuvent être signés dans un même foyer.

Il existe, en effet, une certaine marge d'interprétation dans la pratique d'élaboration des contrats d'insertion. Avant décentralisation, une circulaire datée de mars 1989 précisait ainsi qu'il convenait que le contrat d'insertion passé avec l'allocataire administratif concerne l'ensemble du groupe familial, par exemple en matière de logement et d'éducation des enfants. Cependant, pouvaient s'engager également

dans un contrat d'insertion personnel, et donc dans un projet et des actions adaptées à chacune d'elles, toutes les personnes du foyer prises en compte au titre du RMI et satisfaisant à une condition d'âge.

Ainsi, pour un même foyer, peuvent être élaborés un contrat familial et/ou un ou plusieurs contrat(s) individuel(s). Beaucoup de départements combinent les deux formules : c'est le cas de 4 départements sur 5 parmi ceux ayant répondu à la question. En moyenne, les contrats d'insertion se répartissent en un tiers de contrats familiaux et deux tiers de contrats individuels¹ (*annexe 2*). Parallèlement, certains départements comme l'Aisne, les Hautes-Alpes, l'Aude, le Doubs, le Lot-et-Garonne, le Var, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise élaborent exclusivement des contrats individuels ; d'autres comme l'Isère et la Loire-Atlantique élaborent exclusivement des contrats familiaux.

Le cumul possible de plusieurs contrats pour un même foyer et les pratiques diverses des départements au regard de l'élaboration des types de contrats, familiaux ou individuels, limitent de fait l'interprétation des résultats sur les taux bruts de contractualisation : ils ne permettent pas directement de comparer le caractère plus ou moins systématique de la contractualisation, même s'ils sont en partie indicatifs d'un taux d'effort du département en matière d'élaboration de contrats. Cet indicateur reste donc d'interprétation délicate lorsqu'il est utilisé pour comparer deux départements.

Le taux « standardisé » de contractualisation parmi les foyers récemment allocataires du RMI : pourcentage de foyers ayant signé au moins un contrat d'insertion au cours de l'année 2008 parmi les foyers allocataires au 31 décembre, dont les droits ont été ouverts dans l'année civile et depuis plus de trois mois

Compte tenu des limites évoquées de l'indicateur précédent, une autre approche des efforts départementaux en matière de contractualisation a été envisagée. Deux questions de l'enquête visent en effet à évaluer le pourcentage de foyers allocataires du RMI ayant signé au moins un contrat d'insertion dans l'année, qu'il soit individuel ou familial. Cet indicateur pose moins de problème de comparabilité : il est informatif sur l'effort de contractualisation même si, comme le taux brut, il ne rend pas compte du contenu des actions visées par la contractualisation.

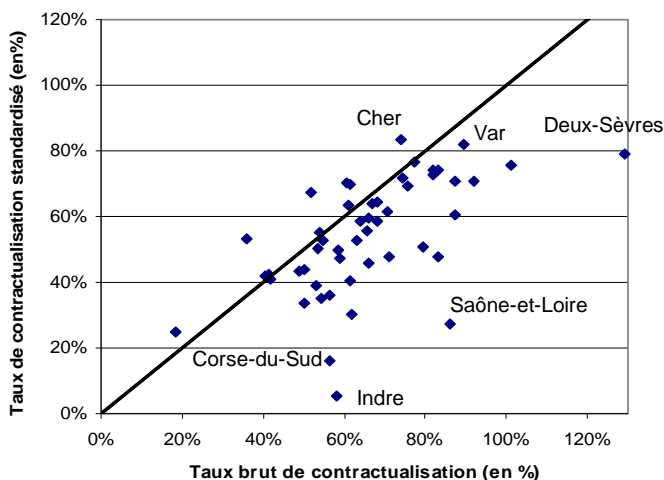
Par ailleurs, au lieu de concerner l'ensemble des foyers allocataires, dans un souci d'homogénéisation entre les départements pour tenir compte des différences d'ancienneté dans le dispositif, cet indicateur se limite aux seuls nouveaux allocataires. Plus précisément, la question du taux de contractualisation est posée uniquement sur le champ des foyers allocataires au 31 décembre, dont les droits ont été ouverts entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre, c'est à dire dont les droits ont été ouverts dans l'année, mais depuis au moins trois mois (délai autorisé pour l'élaboration des contrats).

Compte tenu de la plus grande complexité de l'indicateur demandé, les départements ont eu plus de difficultés à renseigner ces questions : seul 1 département sur 2 a répondu. La moyenne pour ces 50 départements, qui représentent 38 % des allocataires du RMI, est de 54 %, mais la faiblesse du taux de réponse ne permet pas d'en déduire un taux national.

Cependant, la comparaison de ce taux de contractualisation standardisé au taux brut permet de rendre compte de certaines pratiques de contractualisation (*graphique 3*).

¹ Pour interpréter complètement ce que ces chiffres révèlent en termes de pratique de contractualisation, il conviendrait d'interroger les conseils généraux sur la manière dont ils codent les contrats dans le cas d'une personne isolée sans enfant.

Graphique 3 : comparaison des taux bruts et standardisés de contractualisation pour les 50 départements répondants



Les départements dont le taux standardisé est élevé, par exemple proche de 80 % (le Cher, les Deux-Sèvres et le Var) ont pu, sans doute, mettre en place une politique de contractualisation quasi-systématique pour les nouveaux entrants au RMI.

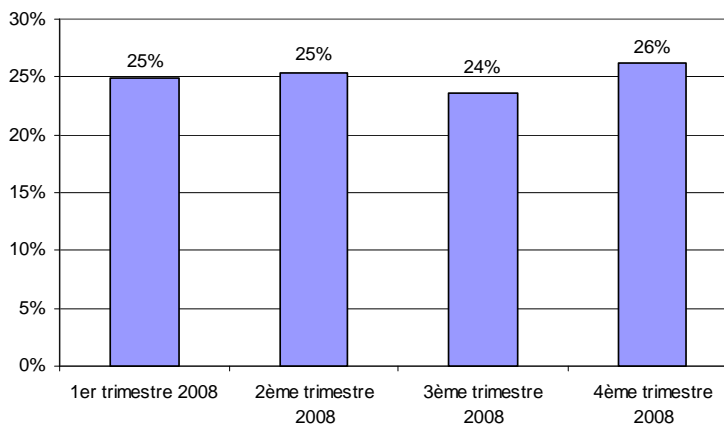
Pour certains départements comme l'Indre, la Saône-et-Loire et la Corse-du-Sud, le taux standardisé est très inférieur au taux brut. Ceci suggère des pratiques de cumuls de contrats pour un même foyer et peut-être un ciblage ou une priorité sur certaines catégories d'allocataires.

Le poids relatif des **renouvellements de contrats** renseigne également sur la continuité du suivi, même si cela dépend également de la durée des contrats et de la durée moyenne de recours des personnes au RMI. En moyenne, pour les 64 départements ayant répondu à la question, on compte plus de 3 contrats d'insertion renouvelés pour 1 contrat initial.

Les contrats d'insertion signés en 2008 ont été signés tout au long de l'année de manière relativement homogène

Les 73 départements répondants à l'ensemble des flux trimestriels de 2008, cumulent plus de 230 000 contrats signés par trimestre avec un rythme homogène sur chacun des trimestres (*graphique 4 et annexe 3*).

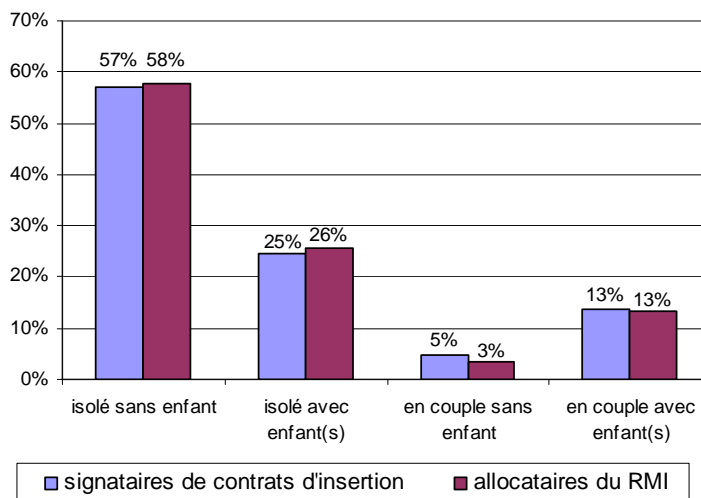
Graphique 4 : rythme trimestriel des signatures de contrats d'insertion en 2008 pour les 73 départements répondants



2. Les caractéristiques des signataires de contrats d'insertion liés au RMI

Dans les 54 départements ayant renseigné la question de la situation familiale des signataires de contrats d'insertion, cette situation familiale est globalement proche de celle des allocataires du RMI (*graphique 5*).

Graphique 5 : situation familiale des signataires de contrats d'insertion pour les 54 départements répondants



Plus précisément, toutefois, le taux brut de contractualisation apparaît plus élevé au sein des couples d'allocataires que parmi les personnes isolées (75 % contre 63 % en moyenne), ce qui peut s'expliquer en grande partie par le fait que plusieurs personnes au sein d'un même foyer peuvent signer un contrat d'insertion (*tableau 2*). Ce phénomène est particulièrement marqué dans la Savoie et les Hauts-de-Seine.

Tableau 2 : taux de contractualisation des allocataires du RMI par situation familiale sur la base des 54 départements répondants

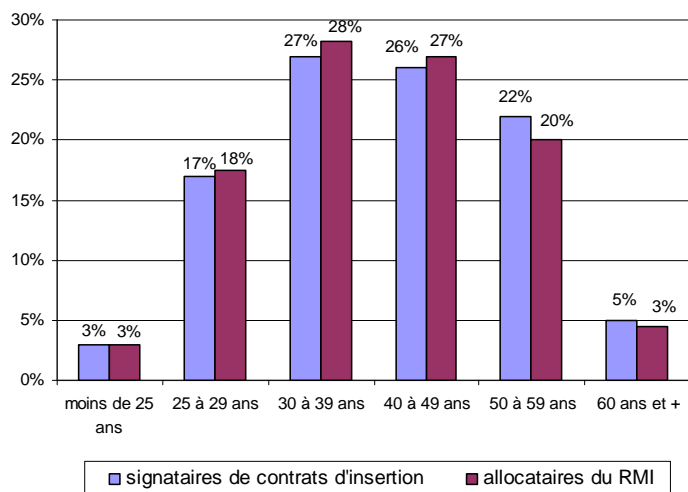
| Taux de contractualisation des isolés sans enfant | Taux de contractualisation des isolés avec enfant(s) | Taux de contractualisation des couples sans enfant * | Taux de contractualisation des couples avec enfant(s) | Taux Isolé | Taux Couple |
|---|--|--|---|------------|-------------|
| 61 % | 66 % | 90 % | 71 % | 63 % | 75 % |

Note : taux de contractualisation des personnes isolées sans enfant : nombre de personnes isolées sans enfant ayant signé un contrat d'insertion sur l'ensemble des 54 départements répondants rapporté au nombre de personnes isolées sans enfant allocataires du RMI dans ce même département.

* ce chiffre est fragile, compte tenu du faible effectif de couples sans enfant.

De même, l'âge des signataires de contrats d'insertion individuels diffère peu de celui des allocataires du RMI. En particulier, plus de la moitié des contrats d'insertion sont signés par des personnes de 30 à 49 ans (*graphique 6*).

Graphique 6 : âge des signataires de contrats d'insertion individuels pour les 59 départements répondants



Toutefois, le taux de contractualisation est plus élevé pour les allocataires de plus de 50 ans que pour les allocataires de moins de 30 ans ou pour ceux de 30 à 49 ans (*tableau 3*). C'est le cas dans les départements de la Dordogne, de la Nièvre et du Vaucluse. Inversement, le taux de contractualisation des moins de 30 ans est le plus fort dans les départements de l'Aube et de Paris.

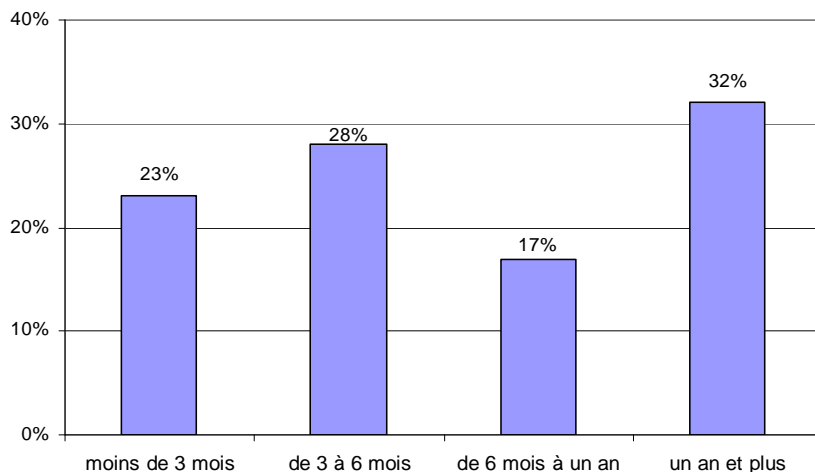
Tableau 3 : taux de contractualisation des allocataires du RMI selon leur âge sur la base des 59 départements répondants

| Taux de contractualisation des moins de 30ans | Taux de contractualisation des 30-49ans | Taux de contractualisation des plus de 50ans |
|---|---|--|
| 47% | 49 % | 55 % |

Note : taux de contractualisation des personnes de moins de 30 ans : nombre de personnes de moins de 30 ans ayant signé un contrat d'insertion sur l'ensemble des 59 départements répondants rapporté au nombre de personnes allocataires du RMI de moins de 30 ans dans ce même département.

Sur les 58 départements répondants à l'ensemble des flux trimestriels, un tiers des signataires de contrat d'insertion ont une ancienneté au RMI d'un an ou plus, lors de la signature de leur premier contrat. Seuls 23 % des signataires de contrats d'insertion en signent un dans les 3 mois suivant leur inscription au RMI (*graphique 7*).

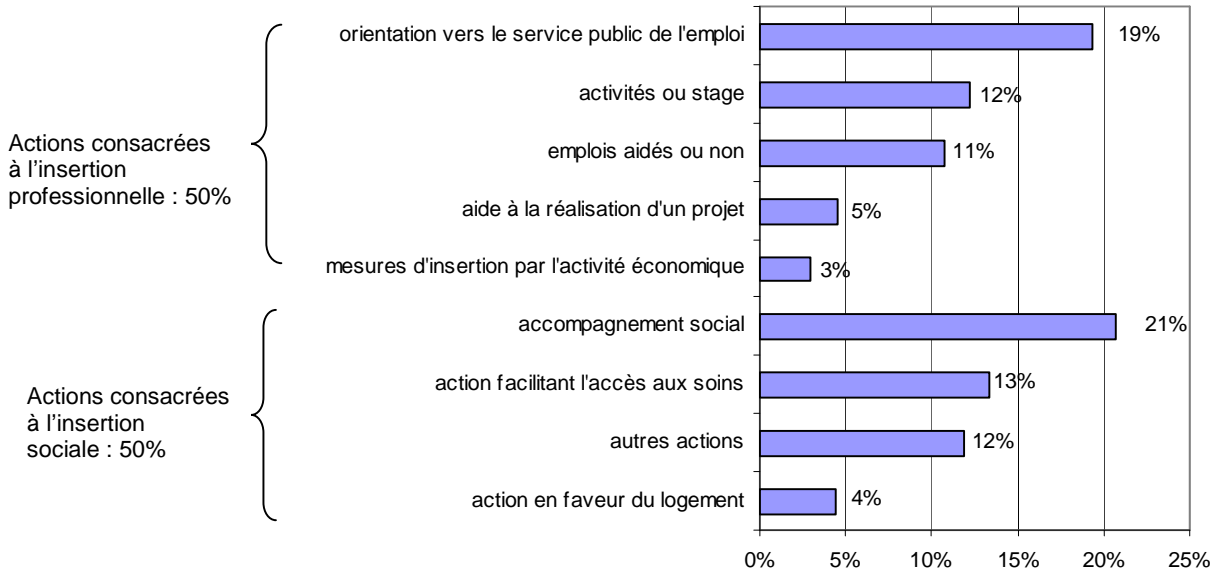
Graphique 7 : ancienneté des allocataires au RMI lors de la signature de leur premier contrat d'insertion pour les 58 départements répondants



3. La nature et la durée des contrats d'insertion RMI

Les départements ont souvent exprimé des difficultés dans le remplissage de la question consacrée à la nature des actions d'insertion inscrites dans les contrats : 48 départements ont répondu à cette question. En moyenne, les actions d'insertion se répartissent de manière homogène entre celles consacrées à l'insertion sociale et celles consacrées à l'insertion professionnelle (*graphique 8*).

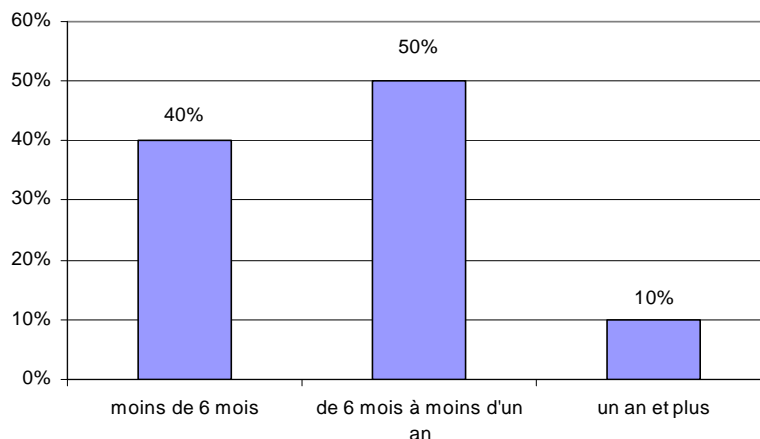
Graphique 8 : nature des actions d'insertion inscrites dans les contrats pour les 48 départements répondants



Certains départements comme les Hautes-Alpes, la Charente, les Landes, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales et la Haute-Vienne orientent beaucoup plus fréquemment les contrats vers l'emploi : la part des actions consacrées à l'insertion professionnelle y est supérieure à 70 %. A contrario, dans les départements des Bouches-du-Rhône, de la Corrèze et du Rhône les actions sont beaucoup plus souvent consacrées à l'insertion sociale (au moins 70 % des actions).

La durée inscrite dans les contrats d'insertion a été renseignée par 68 départements. Sur l'ensemble des nouveaux contrats signés en 2008 (flux des quatre trimestres), la moitié a une durée comprise entre 6 mois et moins d'un an. Seul 10 % des nouveaux contrats ont une durée de 1 an ou plus (*graphique 9*).

Graphique 9 : durée inscrite dans les nouveaux contrats d'insertion signés en 2008 pour les 68 départements répondants



ANNEXE 1 : Taux de contractualisation par département au 31 décembre 2008

| Département | | Taux brut de contractualisation 2005 | Taux brut de contractualisation 2006 | Taux brut de contractualisation 2007 | Taux brut de contractualisation 2008 | Variation 2007-2008 (en points) | Taux standardisé de contractualisation 2008 |
|-------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|---|
| 01 | Ain | 81% | 73% | 75% | 74% | -2 | - |
| 02 | Aisne | 55% | 65% | 71% | 66% | -5 | 46% |
| 03 | Allier | 68% | 74% | 73% | 65% | -8 | 56% |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | - | - | - | - | - | - |
| 05 | Hautes-Alpes | 56% | 61% | 45% | 54% | 10 | 35% |
| 06 | Alpes-Maritimes | 61% | 59% | 66% | 61% | -5 | 63% |
| 07 | Ardèche | - | - | 68% | - | - | - |
| 08 | Ardennes | 25% | 21% | 18% | 18% | 0 | 25% |
| 09 | Ariège | - | - | - | - | - | - |
| 10 | Aube | - | - | 145% | 153% | 8 | - |
| 11 | Aude | 31% | 34% | - | 33% | - | - |
| 12 | Aveyron | 78% | 78% | 81% | 77% | -4 | 76% |
| 13 | Bouches-du-Rhône | 47% | 60% | 72% | 82% | 11 | - |
| 14 | Calvados | - | - | 59% | 48% | -11 | - |
| 15 | Cantal | 87% | 83% | 90% | 87% | -3 | 71% |
| 16 | Charente | 60% | 72% | 77% | 79% | 2 | - |
| 17 | Charente-Maritime | 57% | 61% | 77% | 72% | -5 | - |
| 18 | Cher | 59% | - | 75% | 74% | -1 | 84% |
| 19 | Corrèze | 68% | 67% | - | 74% | - | 72% |
| 21 | Côte-d'Or | 156% | 196% | - | - | - | - |
| 22 | Côtes-d'Armor | 61% | 75% | 80% | 72% | -8 | - |
| 23 | Creuse | - | - | - | - | - | - |
| 24 | Dordogne | 68% | 82% | 89% | 92% | 3 | 71% |
| 25 | Doubs | 54% | 55% | 69% | 68% | -1 | 65% |
| 26 | Drôme | - | 83% | 89% | 83% | -4 | 74% |
| 27 | Eure | 27% | 39% | 53% | 50% | -3 | - |
| 28 | Eure-et-Loir | 30% | 47% | 57% | 55% | -2 | 53% |
| 29 | Finistère | 36% | 46% | 50% | 49% | -1 | 43% |
| 2A | Corse-du-Sud | - | 45% | 65% | 56% | -9 | 16% |
| 2B | Haute-Corse | 34% | 38% | 42% | 58% | 16 | 50% |
| 30 | Gard | 42% | 53% | 58% | 63% | 5 | - |
| 31 | Haute-Garonne | 30% | 42% | 50% | 46% | -4 | - |
| 32 | Gers | 64% | 64% | 69% | 62% | -8 | 30% |
| 33 | Gironde | 72% | - | - | 88% | - | - |
| 34 | Hérault | 66% | 69% | 72% | 75% | 4 | 69% |
| 35 | Ille-et-Vilaine | 96% | 74% | 76% | 73% | -3 | - |
| 36 | Indre | 53% | 52% | 54% | 58% | 5 | 5% |
| 37 | Indre-et-Loire | 49% | 55% | 56% | 56% | 0 | - |
| 38 | Isère | 45% | 48% | 57% | 57% | 0 | 36% |
| 39 | Jura | 57% | 65% | 65% | 64% | 0 | - |
| 40 | Landes | 57% | 61% | 67% | 64% | -3 | 58% |
| 41 | Loir-et-Cher | 62% | 47% | 61% | 61% | 0 | 70% |
| 42 | Loire | 45% | 55% | 68% | 71% | 3 | 48% |
| 43 | Haute-Loire | - | 103% | - | 138% | - | - |
| 44 | Loire-Atlantique | 77% | 82% | 87% | 82% | -5 | 74% |
| 45 | Loiret | 49% | 64% | 60% | 62% | 2 | 40% |
| 46 | Lot | 78% | 83% | 90% | - | - | - |
| 47 | Lot-et-Garonne | 50% | 48% | 56% | 52% | -5 | 67% |
| 48 | Lozère | - | - | 90% | 92% | 2 | - |
| 49 | Maine-et-Loire | 48% | 53% | 60% | 53% | -7 | - |
| 50 | Manche | 62% | 75% | 83% | 83% | 1 | 48% |
| 51 | Marne | - | - | 78% | 54% | -24 | 55% |
| 52 | Haute-Marne | 57% | 64% | 63% | 54% | -9 | 50% |
| 53 | Mayenne | - | - | 77% | 82% | 5 | 72% |
| 54 | Meurthe-et-Moselle | 85% | 76% | 76% | 82% | 6 | - |

| Département | | Taux brut de contractualisation 2005 | Taux brut de contractualisation 2006 | Taux brut de contractualisation 2007 | Taux brut de contractualisation 2008 | Variation 2007-2008 (en points) | Taux standardisé de contractualisation 2008 |
|--|-----------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|---|
| 55 | Meuse | 44% | - | 62% | - | | - |
| 56 | Morbihan | 63% | 67% | 70% | 69% | -1 | - |
| 57 | Moselle | - | - | - | - | | - |
| 58 | Nièvre | 88% | 60% | 61% | 60% | -1 | - |
| 59 | Nord | 44% | 49% | 55% | 56% | 1 | - |
| 60 | Oise | - | 48% | - | - | | - |
| 61 | Orne | 65% | 77% | 76% | 63% | -13 | 53% |
| 62 | Pas-de-Calais | 48% | - | 62% | 57% | -5 | - |
| 63 | Puy-de-Dôme | 44% | 40% | 43% | 41% | -1 | 42% |
| 64 | Pyrénées-Atlantiques | 28% | 36% | 43% | - | | - |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 59% | - | 57% | 60% | 3 | 70% |
| 66 | Pyrénées-Orientales | - | 48% | 54% | 59% | 5 | 47% |
| 67 | Bas-Rhin | 45% | 43% | 53% | 53% | 1 | 39% |
| 68 | Haut-Rhin | 16% | 15% | - | - | | - |
| 69 | Rhône | 55% | 64% | 70% | 68% | -2 | 58% |
| 70 | Haute-Saône | 52% | 68% | 74% | 67% | -8 | 64% |
| 71 | Saône-et-Loire | 74% | 86% | 93% | 86% | -7 | 27% |
| 72 | Sarthe | 39% | 48% | 66% | 45% | -21 | - |
| 73 | Savoie | 58% | 68% | 84% | 80% | -4 | 51% |
| 74 | Haute-Savoie | 61% | 65% | 73% | - | | - |
| 75 | Paris | 31% | 36% | 40% | 42% | 2 | 41% |
| 76 | Seine-Maritime | 41% | 53% | - | - | | - |
| 77 | Seine-et-Marne | - | - | - | - | | - |
| 78 | Yvelines | - | 54% | 63% | 50% | -13 | 44% |
| 79 | Deux-Sèvres | 71% | 75% | 101% | 129% | 28 | 79% |
| 80 | Somme | 47% | 53% | 60% | 60% | 1 | - |
| 81 | Tarn | 58% | - | 53% | - | | - |
| 82 | Tarn-et-Garonne | - | 52% | - | 53% | | - |
| 83 | Var | 75% | 86% | 93% | 90% | -4 | 82% |
| 84 | Vaucluse | 44% | 62% | 71% | 71% | 0 | 61% |
| 85 | Vendée | 92% | 98% | 101% | - | | - |
| 86 | Vienne | 8% | 31% | 42% | 40% | -2 | 42% |
| 87 | Haute-Vienne | 96% | 94% | 106% | 101% | -5 | 76% |
| 88 | Vosges | 71% | 80% | 89% | 87% | -1 | 60% |
| 89 | Yonne | - | 65% | 43% | - | | - |
| 90 | Territoire de Belfort | 36% | 45% | 43% | 36% | -7 | 53% |
| 91 | Essonne | - | 34% | 37% | 38% | 1 | - |
| 92 | Hauts-de-Seine | 42% | 50% | 66% | 66% | 0 | 60% |
| 93 | Seine-St-Denis | 15% | 16% | 19% | 44% | 25 | - |
| 94 | Val-de-Marne | 26% | 27% | 20% | 19% | -2 | - |
| 95 | Val-d'Oise | 37% | 36% | 47% | 50% | 4 | 34% |
| 9A | Guadeloupe | - | - | - | - | | - |
| 9B | Martinique | 17% | - | 34% | - | | - |
| 9C | Guyane | - | 39% | 43% | - | | - |
| 9D | Réunion | 64% | 54% | 40% | 33% | -7 | - |
| Nombre de répondants | | 78 | 81 | 85 | 80 | 75 | 50 |
| Taux sur l'ensemble des répondants | | 49% | 53% | 57% | 59% | 2 | 54 |
| Taux sur champ constant 2005-2006-2007-2008 | | 49% | 53% | 57% | 58% | | |

Source : DREES, application Extranet RMI-RMA.

Définitions :

Taux brut de contractualisation : nombre de contrats d'insertion en cours de validité au 31 décembre de chaque année rapporté au nombre d'allocataires payés au titre du RMI au 31 décembre de l'année.

Taux standardisé de contractualisation : pourcentage de foyers ayant signé au moins un contrat d'insertion au cours de l'année parmi les foyers allocataires au 31 décembre dont les droits ont été ouverts dans l'année civile et depuis plus de trois mois.

ANNEXE 2 : Caractéristiques des contrats d'insertion en cours de validité au 31 décembre 2008 par département

| Département | % d'actions d'insertion inscrites dans les contrats et dirigées vers l'insertion sociale | Part de | Part de | Part de | Part de | Part des |
|----------------------------|--|--------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------|
| | | contrats familiaux | contrats individuels | de nouveaux contrats | de renouvellements de contrats | autres contrats |
| 01 Ain | - | 14% | 86% | 25% | 73% | 2% |
| 02 Aisne | 31% | 0% | 100% | 17% | 83% | 0% |
| 03 Allier | 41% | 50% | 50% | 18% | 82% | 0% |
| 04 Alpes-de-Haute-Provence | - | - | - | - | - | - |
| 05 Hautes-Alpes | 27% | 0% | 100% | 38% | 57% | 5% |
| 06 Alpes-Maritimes | 40% | - | - | 14% | 86% | 0% |
| 07 Ardèche | - | - | - | - | - | - |
| 08 Ardennes | - | - | - | 22% | 64% | 14% |
| 09 Ariège | - | - | - | - | - | - |
| 10 Aube | - | - | - | - | - | - |
| 11 Aude | 31% | 0% | 100% | 29% | 67% | 4% |
| 12 Aveyron | 44% | 17% | 83% | 22% | 78% | 0% |
| 13 Bouches-du-Rhône | 70% | 35% | 65% | - | - | - |
| 14 Calvados | - | - | - | 20% | 79% | 1% |
| 15 Cantal | 48% | 34% | 66% | 21% | 34% | 45% |
| 16 Charente | 28% | 20% | 80% | 11% | 89% | 0% |
| 17 Charente-Maritime | 38% | 36% | 64% | 19% | 77% | 4% |
| 18 Cher | 31% | 43% | 57% | 25% | 75% | 0% |
| 19 Corrèze | 70% | - | - | 13% | 87% | 0% |
| 21 Côte-d'Or | - | - | - | - | - | - |
| 22 Côtes-d'Armor | - | - | - | - | - | - |
| 23 Creuse | - | - | - | - | - | - |
| 24 Dordogne | - | 33% | 67% | 14% | 85% | 1% |
| 25 Doubs | - | 0% | 100% | 16% | 84% | 0% |
| 26 Drôme | 35% | 36% | 64% | - | - | - |
| 27 Eure | - | 47% | 53% | 31% | 62% | 7% |
| 28 Eure-et-Loir | 55% | 44% | 56% | 19% | 80% | 1% |
| 29 Finistère | 56% | 8% | 92% | 24% | 76% | 0% |
| 2A Corse-du-Sud | - | 40% | 60% | 17% | 80% | 3% |
| 2B Haute-Corse | - | 23% | 77% | 32% | 68% | 0% |
| 30 Gard | - | 11% | 89% | 17% | 83% | 0% |
| 31 Haute-Garonne | - | - | - | - | - | - |
| 32 Gers | 38% | 16% | 84% | 22% | 78% | 0% |
| 33 Gironde | - | 18% | 82% | - | - | - |
| 34 Hérault | 41% | 15% | 85% | 18% | 82% | 0% |
| 35 Ille-et-Vilaine | - | - | - | - | - | - |
| 36 Indre | 48% | 12% | 88% | 27% | 65% | 8% |
| 37 Indre-et-Loire | 67% | - | - | 14% | 86% | 0% |
| 38 Isère | 51% | 100% | 0% | 20% | 80% | 0% |
| 39 Jura | - | - | - | - | - | - |
| 40 Landes | 22% | 14% | 86% | 20% | 79% | 1% |
| 41 Loir-et-Cher | 55% | 24% | 76% | 16% | 74% | 10% |
| 42 Loire | 48% | 18% | 82% | 13% | 85% | 2% |
| 43 Haute-Loire | - | - | - | - | - | - |
| 44 Loire-Atlantique | - | 100% | 0% | 18% | 81% | 1% |
| 45 Loiret | 47% | 24% | 76% | 1% | 99% | 0% |
| 46 Lot | - | - | - | - | - | - |
| 47 Lot-et-Garonne | 69% | 0% | 100% | 20% | 80% | 0% |
| 48 Lozère | - | 22% | 78% | 20% | 80% | 0% |
| 49 Maine-et-Loire | - | - | - | 21% | 78% | 1% |
| 50 Manche | 34% | 35% | 65% | 12% | 88% | 0% |
| 51 Marne | 50% | 20% | 80% | 18% | 81% | 1% |
| 52 Haute-Marne | 33% | 21% | 79% | 14% | 86% | 0% |

| Département | | % d'actions inscrites dans les contrats et dirigées vers l'insertion sociale | Part de contrats familiaux | Part de contrats individuels | Part de nouveaux contrats | Part de renouvellements de contrats | Part des autres contrats |
|--------------------------------------|-----------------------|--|----------------------------|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| 53 | Mayenne | - | 40% | 60% | 16% | 83% | 1% |
| 54 | Meurthe-et-Moselle | 47% | 79% | 21% | 31% | 66% | 3% |
| 55 | Meuse | - | - | - | - | - | - |
| 56 | Morbihan | - | - | - | - | - | - |
| 57 | Moselle | - | - | - | - | - | - |
| 58 | Nièvre | 50% | 44% | 56% | 21% | 79% | 0% |
| 59 | Nord | - | 46% | 54% | 20% | 76% | 4% |
| 60 | Oise | - | - | - | - | - | - |
| 61 | Orne | 46% | 45% | 55% | 17% | 83% | 0% |
| 62 | Pas-de-Calais | 45% | - | - | - | - | - |
| 63 | Puy-de-Dôme | 25% | 20% | 80% | 23% | 65% | 12% |
| 64 | Pyrénées-Atlantiques | - | - | - | - | - | - |
| 65 | Hautes-Pyrénées | - | - | - | 19% | 78% | 3% |
| 66 | Pyrénées-Orientales | 26% | 83% | 17% | 39% | 60% | 1% |
| 67 | Bas-Rhin | 51% | 30% | 70% | 19% | 77% | 4% |
| 68 | Haut-Rhin | - | - | - | - | - | - |
| 69 | Rhône | 80% | - | - | 21% | 77% | 2% |
| 70 | Haute-Saône | - | 43% | 57% | 24% | 76% | 0% |
| 71 | Saône-et-Loire | 39% | - | - | 13% | 87% | 0% |
| 72 | Sarthe | 51% | - | - | - | - | - |
| 73 | Savoie | 45% | - | - | 20% | 80% | 0% |
| 74 | Haute-Savoie | - | - | - | - | - | - |
| 75 | Paris | - | 23% | 77% | 25% | 75% | 0% |
| 76 | Seine-Maritime | - | - | - | - | - | - |
| 77 | Seine-et-Marne | - | - | - | - | - | - |
| 78 | Yvelines | 50% | - | - | 22% | 78% | 0% |
| 79 | Deux-Sèvres | - | 19% | 81% | 22% | 77% | 1% |
| 80 | Somme | - | - | - | - | - | - |
| 81 | Tarn | - | - | - | - | - | - |
| 82 | Tarn-et-Garonne | - | - | - | - | - | - |
| 83 | Var | 43% | 0% | 100% | 25% | 75% | 0% |
| 84 | Vaucluse | 46% | - | - | 15% | 82% | 3% |
| 85 | Vendée | - | - | - | - | - | - |
| 86 | Vienne | - | 21% | 79% | 26% | 69% | 5% |
| 87 | Haute-Vienne | 28% | 25% | 75% | 15% | 85% | 0% |
| 88 | Vosges | 46% | - | - | 16% | 82% | 2% |
| 89 | Yonne | - | - | - | - | - | - |
| 90 | Territoire de Belfort | 52% | 11% | 89% | 24% | 71% | 5% |
| 91 | Essonne | - | - | - | 25% | 75% | 0% |
| 92 | Hauts-de-Seine | 48% | 0% | 100% | 18% | 82% | 0% |
| 93 | Seine-St-Denis | 49% | 9% | 91% | 22% | 39% | 39% |
| 94 | Val-de-Marne | - | - | - | - | - | - |
| 95 | Val-d'Oise | 52% | 0% | 100% | 24% | 56% | 20% |
| 9A | Guadeloupe | - | - | - | - | - | - |
| 9B | Martinique | - | - | - | - | - | - |
| 9C | Guyane | - | - | - | - | - | - |
| 9D | Réunion | - | - | - | - | - | - |
| Nombre de répondants | | 48 | 53 | 53 | 64 | 64 | 64 |
| Sur l'ensemble des répondants | | 50% | 30% | 70% | 21% | 75% | 4% |

Source : DREES, application Extranet RMI-RMA.

Définition :

Actions d'insertion inscrites dans les contrats et dirigées vers l'insertion sociale : actions d'insertion concernant des prestations d'accompagnement social, une aide au logement, des actions facilitant l'accès aux soins ou d'autres actions.

ANNEXE 3 : Bilan trimestriel par département des contrats d'insertion signés au titre du RMI en 2008

| Département | | Contrats d'insertion RMI signés au cours du | | | | Stock de contrats en cours de validité au 31.12.2008 | Nombre d'allocataires au 31.12.2008 |
|-------------|-------------------------|---|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--|-------------------------------------|
| | | 1 ^{er} trimestre 2008 | 2 ^{ème} trimestre 2008 | 3 ^{ème} trimestre 2008 | 4 ^{ème} trimestre 2008 | | |
| 01 | Ain | 1 819 | 1 719 | 1 397 | 1 840 | 2 942 | 3 997 |
| 02 | Aisne | 4 378 | 4 635 | 4 219 | 4 573 | 5 520 | 8 354 |
| 03 | Allier | 2 240 | 2 474 | 2 079 | 2 169 | 3 887 | 5 939 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 708 | . | . | . | . | 1 854 |
| 05 | Hautes-Alpes | 161 | 240 | 213 | 257 | 725 | 1 331 |
| 06 | Alpes-Maritimes | 6 092 | 6 497 | 5 600 | 6 350 | 8 805 | 14 408 |
| 07 | Ardèche | 1 568 | 1 523 | 1 576 | 1 656 | . | 4 051 |
| 08 | Ardennes | 650 | . | 743 | 707 | 1 320 | 7 148 |
| 09 | Ariège | . | . | . | . | . | 3 621 |
| 10 | Aube | . | . | . | . | 7 904 | 5 170 |
| 11 | Aude | 1 478 | 1 620 | 1 259 | 1 849 | 3 498 | 10 706 |
| 12 | Aveyron | 1 023 | 1 043 | 763 | 1 263 | 1 698 | 2 194 |
| 13 | Bouches-du-Rhône | 18 734 | 22 915 | 20 280 | 22 435 | 44 704 | 54 316 |
| 14 | Calvados | 2 719 | 3 257 | 2 463 | . | 4 177 | 8 644 |
| 15 | Cantal | 643 | 639 | 569 | 524 | 1 265 | 1 448 |
| 16 | Charente | 3 039 | 2 804 | 2 474 | 3 140 | 4 546 | 5 791 |
| 17 | Charente-Maritime | . | . | . | . | 7 601 | 10 490 |
| 18 | Cher | 1 742 | 1 776 | 1 913 | 1 945 | 4 640 | 6 270 |
| 19 | Corrèze | 1 043 | 915 | 931 | 899 | 1 413 | 1 897 |
| 21 | Côte-d'Or | . | . | . | . | . | 5 342 |
| 22 | Côtes-d'Armor | 2 732 | 2 395 | 2 263 | 2 164 | 3 894 | 5 394 |
| 23 | Creuse | . | . | . | . | . | 1 830 |
| 24 | Dordogne | 2 957 | 2 559 | 2 532 | 2 432 | 5 080 | 5 531 |
| 25 | Doubs | 2 758 | 3 088 | 2 750 | 2 903 | 4 720 | 6 926 |
| 26 | Drôme | 3 846 | 3 845 | 3 358 | 3 776 | 6 437 | 7 721 |
| 27 | Eure | . | . | . | . | 3 637 | 7 262 |
| 28 | Eure-et-Loir | 1 573 | 1 587 | 1 416 | 1 460 | 2 622 | 4 777 |
| 29 | Finistère | 3 134 | 2 952 | 2 546 | 3 184 | 5 604 | 11 429 |
| 2A | Corse-du-Sud | 595 | 519 | 601 | 583 | 1 075 | 1 903 |
| 2B | Haute-Corse | 674 | 463 | 601 | 1 287 | 1 738 | 2 976 |
| 30 | Gard | 6 721 | 6 869 | 6 037 | 7 209 | 12 730 | 20 195 |
| 31 | Haute-Garonne | 6 773 | 6 185 | 5 101 | 6 522 | 9 264 | 20 004 |
| 32 | Gers | 786 | 755 | 655 | 830 | 1 304 | 2 112 |
| 33 | Gironde | 105 | . | . | . | 20 455 | 23 334 |
| 34 | Hérault | 9 465 | 9 841 | 9 122 | 9 947 | 21 532 | 28 538 |
| 35 | Ille-et-Vilaine | 4 905 | 4 504 | 4 331 | 4 448 | 6 048 | 8 236 |
| 36 | Indre | 767 | 880 | 743 | 920 | 1 447 | 2 488 |
| 37 | Indre-et-Loire | 11 715 | 12 073 | 11 795 | 11 736 | 3 980 | 7 105 |
| 38 | Isère | 7 302 | 7 084 | 6 948 | 6 848 | 7 039 | 12 429 |
| 39 | Jura | 403 | 733 | 507 | 749 | 1 380 | 2 146 |
| 40 | Landes | 1 530 | 1 707 | 1 396 | 1 274 | 2 940 | 4 608 |
| 41 | Loir-et-Cher | 1 424 | 1 615 | 1 309 | 1 536 | 2 661 | 4 340 |
| 42 | Loire | 4 043 | 3 561 | . | . | 6 065 | 8 559 |
| 43 | Haute-Loire | . | . | . | . | 2 277 | 1 654 |
| 44 | Loire-Atlantique | 7 156 | 7 281 | 7 078 | 6 527 | 12 296 | 14 976 |
| 45 | Loiret | 2 676 | 2 978 | 2 471 | 2 845 | 4 740 | 7 698 |
| 46 | Lot | 748 | 918 | 963 | 969 | . | 2 152 |
| 47 | Lot-et-Garonne | 1 490 | 1 495 | 996 | 1 775 | 2 775 | 5 368 |
| 48 | Lozère | 301 | 282 | 301 | 266 | 670 | 727 |
| 49 | Maine-et-Loire | 2 436 | 2 468 | 1 921 | 2 565 | 5 078 | 9 524 |
| 50 | Manche | 2 046 | 2 416 | 1 874 | 2 419 | 3 951 | 4 738 |
| 51 | Marne | 1 739 | 2 123 | 2 005 | 2 275 | 3 417 | 6 349 |

| Département | Contrats d'insertion RMI signés au cours du | | | | Stock de contrats en cours de validité au 31.12.2008 | Nombre d'allocataires au 31.12.2008 |
|--------------------------|---|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--|-------------------------------------|
| | 1 ^{er} trimestre 2008 | 2 ^{ème} trimestre 2008 | 3 ^{ème} trimestre 2008 | 4 ^{ème} trimestre 2008 | | |
| 52 Haute-Marne | 832 | 921 | 890 | 846 | 1 367 | 2 555 |
| 53 Mayenne | 1 195 | 945 | 1 110 | 1 080 | 1 766 | 2 153 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 3 636 | 3 511 | 3 466 | 3 828 | 11 447 | 13 899 |
| 55 Meuse | 665 | 566 | 463 | 702 | . | 3 300 |
| 56 Morbihan | . | . | . | . | 5 348 | 7 779 |
| 57 Moselle | 5 299 | 5 635 | 4 824 | 4 855 | . | 14 701 |
| 58 Nièvre | 1 018 | 1 061 | 841 | 1 120 | 2 321 | 3 868 |
| 59 Nord | . | . | . | . | 39 894 | 71 813 |
| 60 Oise | . | . | . | . | . | 10 076 |
| 61 Orne | 1 700 | 1 597 | 1 299 | 1 695 | 2 729 | 4 330 |
| 62 Pas-de-Calais | . | 8 594 | 7 653 | 10 215 | 21 893 | 38 450 |
| 63 Puy-de-Dôme | 2 292 | 2 007 | 2 000 | 2 218 | 3 739 | 9 077 |
| 64 Pyrénées-Atlantiques | . | . | . | . | . | 9 277 |
| 65 Hautes-Pyrénées | 1 184 | 1 190 | 1 136 | 1 188 | 2 049 | 3 389 |
| 66 Pyrénées-Orientales | 2 186 | 2 191 | 1 649 | 2 097 | 8 321 | 14 149 |
| 67 Bas-Rhin | 4 876 | 4 745 | 4 815 | 5 172 | 8 004 | 15 035 |
| 68 Haut-Rhin | . | . | . | . | . | 9 868 |
| 69 Rhône | 8 089 | 8 334 | 6 807 | 8 088 | 15 805 | 23 210 |
| 70 Haute-Saône | 947 | 708 | 654 | 852 | 1 652 | 2 471 |
| 71 Saône-et-Loire | 2 570 | 2 613 | 2 724 | 2 640 | 5 119 | 5 951 |
| 72 Sarthe | 1 567 | 1 688 | 1 764 | 1 586 | 3 172 | 7 015 |
| 73 Savoie | 1 434 | 1 317 | 960 | 1 394 | 2 152 | 2 704 |
| 74 Haute-Savoie | 2 028 | 1 978 | 1 981 | 1 984 | . | 4 551 |
| 75 Paris | 15 829 | 15 977 | 21 437 | 21 537 | 21 494 | 51 419 |
| 76 Seine-Maritime | . | . | . | . | . | 23 173 |
| 77 Seine-et-Marne | . | . | . | . | . | 13 055 |
| 78 Yvelines | 3 805 | 3 330 | 2 850 | 3 435 | 6 052 | 12 086 |
| 79 Deux-Sèvres | 1 340 | 1 360 | 1 350 | 1 578 | 4 069 | 3 151 |
| 80 Somme | 2 356 | 2 621 | 2 407 | 3 211 | 6 070 | 10 078 |
| 81 Tarn | 1 470 | 1 514 | 1 132 | 1 826 | . | 5 966 |
| 82 Tarn-et-Garonne | 1 312 | 1 171 | 841 | 1 210 | 2 258 | 4 236 |
| 83 Var | 6 457 | 6 126 | 6 013 | 7 008 | 16 166 | 18 046 |
| 84 Vaucluse | 4 134 | 4 232 | 3 711 | 4 261 | 7 567 | 10 703 |
| 85 Vendée | 1 623 | . | . | 2 741 | . | 4 461 |
| 86 Vienne | 1 442 | 1 368 | 1 090 | 1 391 | 2 902 | 7 174 |
| 87 Haute-Vienne | 2 724 | 2 842 | 2 582 | 3 016 | 5 637 | 5 562 |
| 88 Vosges | 2 333 | 2 309 | 2 384 | 2 367 | 4 979 | 5 707 |
| 89 Yonne | 639 | 932 | 682 | 830 | . | 4 629 |
| 90 Territoire de Belfort | 490 | 499 | 624 | 587 | 972 | 2 709 |
| 91 Essonne | . | 3 193 | 2 717 | 3 130 | 5 002 | 13 285 |
| 92 Hauts-de-Seine | 8 014 | 7 586 | 5 631 | 6 626 | 14 055 | 21 299 |
| 93 Seine-St-Denis | . | . | . | . | 21 943 | 49 938 |
| 94 Val-de-Marne | . | . | . | . | 4 935 | 26 101 |
| 95 Val-d'Oise | 4 482 | 4 266 | 3 645 | 4 743 | 8 411 | 16 806 |
| 9A Guadeloupe | . | . | . | . | . | 29 068 |
| 9B Martinique | . | . | . | . | . | 29 481 |
| 9C Guyane | 700 | 961 | 854 | 664 | . | 11 343 |
| 9D Réunion | 6 132 | 8 045 | . | . | 21 740 | 66 828 |

Source : DREES, application Extranet RMI-RMA.